

## Qui a peur de la grève contre la dictature de la dette ?

Cinq organisations syndicales ont décidé une campagne de mobilisation et d'information, en décembre, pour protester contre les mesures d'austérité du gouvernement. Jean-Pierre Alliot relève que la perspective d'un arrêt de travail a été écartée, ce qui donne au mouvement un caractère très symbolique.



Les organisations syndicales mettront-elles la grève hors-la-loi ? Certaines d'entre elles semblent marcher sur cette voie, que tous les gouvernements ont cherché à emprunter sans véritable succès. Formant une sorte de « Club des cinq » improprement nommé « intersyndicale », la CGT, la CFDT, l'UNSA, la FSU et Solidaires ont décidé, le 18 novembre, qu'elles allaient « interpeller le gouvernement, les élus et les responsables d'entreprises dans la période du 1er au 15 décembre ». Elles affirment ainsi « agir ensemble pour s'opposer » aux « plans d'austérité et de rigueur décidés et imposés par le gouvernement » et ajoutent que « le 13 décembre sera un temps fort de mobilisations interprofessionnelles, notamment avec des rassemblements ».

FO, qui avait décidé de participer à cette réunion, proposait que soit lancée la perspective d'une grève interprofessionnelle de 24 heures. Au bout de quatre heures de réunion, cette initiative a été écartée. La CFDT l'avait par avance rejetée et la CGT a décidé de s'aligner sur ce refus, pour préserver ce qu'elle considère comme le plus important, l'existence d'une « intersyndicale » où elle espère exercer un leadership. Deux confédérations, la CFTC et la CFE- CGC ont cependant d'ores et déjà décliné cette perspective en ne se rendant même pas à la réunion du 18 novembre.

Les perspectives de mobilisation ont donc été tirées vers le bas car, selon Marcel Grignard, de la CFDT, « il faut se donner du temps pour tenter de toucher le maximum de personnes et pas faire ça sur une seule journée ». Pour la CGT, Nadine Prigent, a estimé que, avec ces actions, « le syndicalisme a décidé de relever le défi », et que le texte adopté montre « la volonté de s'inscrire dans un processus d'action ». Elle ajoute, avec une certaine pertinence, « qu'on n'est pas à l'abri d'autres mesures ». Selon le représentant de l'UNSA, Jean Grosset, l'intersyndicale n'a pas appelé à la grève parce que « les salariés n'y sont pas prêts ». Pour lui, l'objectif du 13 décembre est donc d'organiser « une vraie journée d'explication auprès des salariés ».

**« IL FAUT ABSOLUMENT MONTRER AUX SALARIÉS QU'IL N'Y A PAS DE FATALITÉ ».**

Pourtant, Catherine Lebrun, de Solidaires a bien souligné qu'« il y a des luttes dans d'autres pays d'Europe », sans voir apparemment ce qu'il y a de nouveau dans cette France qui ne s'engagerait pas dans la grève. Pour elle, il s'agit de montrer qu'il « est possible d'enrayer cette

*politique de rigueur* » et « *il faut absolument montrer aux salariés qu'il n'y a pas de fatalité* ».

FO a défendu sa proposition de grève interprofessionnelle en notant, par la voix de Pascal Pavageau, que les organisations syndicales n'étaient pas loin au départ d'un « *diagnostic commun* », mais qu'« *il n'y avait pas pour l'heure de convergence* » sur les modes d'action. Il a ajouté qu'il n'était « *pas possible pour FO de s'associer à un texte qui ne demande pas l'abandon des mesures des plans d'austérité, qui ne dit rien contre l'accélération de la contre-réforme des retraites et qui ne dit rien sur la dictature de la dette* ».

FO se dit prête à participer à une journée de mobilisation « *aux modalités claires* » en décembre, dans le but de construire une étape du rapport de force vers la grève. « *Ce que nous avons décidé ce soir est la première étape qui permettra de construire le mouvement nécessaire contre le rouleau compresseur du gouvernement* », a d'ailleurs affirmé Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU.

## EN DEHORS DE LEUR BÉNÉDICTION

Il reste que, alors que le pays s'enfoncé dans la crise, que tout montre qu'un troisième plan de rigueur est à l'étude, que les spéculateurs vont s'intéresser à la France après avoir réglé leur sort à la Grèce et à l'Italie, le signal adressé par l'appel commun de cinq syndicats risque d'être considéré par le gouvernement comme un obstacle bien léger, voire convenu.

Ces cinq-là adoptent la posture d'un syndicalisme institutionnel, prétendument raisonnable, pour qui les patrons ne sont pas des patrons mais des « *responsables d'entreprises* ». Ils demandent donc poliment « *plus de justice sociale* ». Une supplique qui convient aussi bien à la majorité présidentielle actuelle qu'à son opposition. En effet, M. Hollande ne fait guère mystère de son intention lutter fermement contre les déficits publics, c'est-à-dire de respecter les marchés financiers au point de s'y soumettre.

C'est le même esprit de soumission qui paralyse les dirigeants de cinq organisations syndicales. Ils en arrivent à renoncer au moyen le plus efficace dont disposent ceux qui n'ont rien, face à la force de l'État et des puissances d'argent, la grève. Les sphères dirigeantes de la CGT et de la CFDT ont une telle habitude de s'aligner sur les orientations de partis politique qu'elles ne voient pas d'issue en dehors de leur bénédiction.

Du moins considèrent-elles devoir ne rien faire qui puisse les gêner. Or aucun des partis institutionnels n'envisage de rompre avec les politiques suivies depuis des décennies. Pour eux, seuls sont à l'ordre du jour des aménagements de surface et que troublerait une grève surgissant des profondeurs du pays.

**Lundi 21 Novembre 2011**  
**Jean-Pierre Alliot - Tribune**

Source :  
<http://www.marianne2.fr>